

BUDGET 2009 : NE LAISSONS PAS L'UNIVERSITE ET LA RECHERCHE SACRIFIEES !

La politique menée par le gouvernement dans l'enseignement supérieur et la recherche conduit à un affaiblissement du service public et à une remise en cause de ses missions, au creusement des inégalités entre établissements, à un renforcement des inégalités entre étudiants et à une dégradation de leurs conditions de vie, ainsi qu'à une détérioration des conditions d'emploi et de travail des personnels.

La situation de l'enseignement supérieur et de la recherche est à mille lieues des promesses et des discours de Valérie Pécresse. Elle se trouve fragilisée par un contexte économique dans lequel le gouvernement, au lieu de relancer l'économie par l'investissement et les dépenses d'avenir, ajoute de la crise à la crise.

Il n'existe aucune fatalité. Tout est question de choix politiques. Nous contestons ceux du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Nous n'acceptons pas que la volonté de changement et de réforme des étudiants et des personnels, qui se sont fait entendre à de multiples reprises, se heurtent à une fin de non recevoir. Comment accepter que nos problèmes restent sans réponses parce que « les caisses sont vides » alors que le gouvernement trouve en quelques jours plusieurs milliards d'euros pour renflouer un système bancaire qui s'effondre ?

L'enseignement supérieur et la recherche doivent être une priorité pour le pays. Loin de rendre cette exigence caduque, la crise actuelle témoigne du besoin de dépenses d'avenir notamment pour faire face à ses conséquences économiques et sociales.

Nous exigeons :

- le rétablissement des 900 emplois supprimés dans le budget 2009
- un plan pluriannuel de recrutement d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et de personnels administratifs, techniques et de bibliothèque pour faire face aux besoins d'encadrement et des laboratoires
- une véritable augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'autres choix budgétaires pour répondre aux besoins (amélioration de la vie étudiante, réduction de l'emploi précaire, rénovation des locaux, revalorisations salariales, crédits récurrents suffisants, etc.)

Les personnels et les étudiants n'accepteront pas sans réagir de voir le service public d'enseignement supérieur et de recherche ainsi sacrifié. Les promesses ne suffisent ni à rassurer, ni à convaincre. Nous exigeons aujourd'hui des réponses.

En conséquence, les organisations soussignées de l'enseignement supérieur et de la recherche, appellent les personnels et les étudiants :

- à se réunir dans les prochaines semaines en assemblées générales d'information dans les établissements pour débattre de la politique du gouvernement pour l'enseignement supérieur et la recherche et des actions à mener pour imposer d'autres choix
- à se rassembler à Paris devant l'Assemblée Nationale lundi 3 novembre, jour du débat budgétaire sur l'enseignement supérieur et la recherche et à intervenir dans les jours qui précèdent auprès des parlementaires locaux, afin d'exiger d'autres choix budgétaires.

La réussite de ces premiers rendez-vous est capitale pour engager d'autres actions nécessaires pour infléchir les choix du gouvernement. Au delà des problèmes de moyens et de postes, les réformes menées actuellement sans réelle concertation mettent en péril l'enseignement supérieur et la recherche, leurs missions et leurs instances d'évaluation. La communauté scientifique et universitaire ne peut laisser faire un tel bouleversement institutionnel sans réagir et elle exige le maintien des missions des universités et des organismes. La période de mi-novembre est avancée pour ces convergences !

SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, FERC-Sup-CGT, SLR, SLU, UNEF, Sup-Recherche-UNSA

Préférant la presse (Le Monde, Le Figaro, RTL,... et une conférence de presse), pour présenter des mesures censées revaloriser les rémunérations dans l'enseignement supérieur, c'est sans aucune concertation avec les organisations syndicales et la plus représentative d'entre elles, le SNESUP, que la ministre conçoit le dialogue social. Il faut d'autres choix pour le service public, pour les personnels, et un autre budget ; c'est ce que le SNESUP portera au ministère ce jeudi 23 octobre. C'est cette exigence qu'il faut amplifier par nos mobilisations.